

*Les subsides*

Tchernobyl. Il n'a pas d'enceinte comme celui de Tchernobyl. Il a plus de 40 ans et M<sup>me</sup> Rosalie Bertell, chercheuse scientifique et consultante pour la Commission américaine de réglementation du nucléaire l'a décrit comme une cause d'accident en puissance. Elle voudrait le faire fermer. Selon elle, le réacteur est «si vieux que tout peut arriver». J'en ai parlé aujourd'hui au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il ne savait même pas que son ministère avait parlé de ce réacteur avec les Américains. C'est le genre de choses que nous souhaitons voir aborder dans le cadre de l'enquête. Sommes-nous prêts en cas de catastrophe au Canada? Parlons-nous aux Américains de leurs vieux réacteurs? Étudions-nous la sécurité de nos réacteurs et des leurs? Étudions-nous l'enfouissement des combustibles usés? Étudions-nous les dangers causés par les stériles faiblement radioactifs, comme l'a signalé mon ami de Skeena? Quel est le coût de ces réacteurs? Quelles sont les autres solutions possibles? Pouvons-nous opter pour la conservation de l'énergie? Toutes ces questions doivent être étudiées.

Les néo-démocrates ont proposé d'autres projets de loi à ce sujet. Le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie) a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire visant à établir un moratoire à la production de l'énergie nucléaire au Canada. Nous n'avons pas cessé de réclamer une enquête sur la question.

Je veux répondre à une question soulevée par des conservateurs. Ils ont dit qu'il serait difficile de sortir du système nucléaire. Je conviens que les décisions à prendre seront dures. Des emplois sont en jeu ainsi que le prestige scientifique. Néanmoins, quand on est chef, il faut prendre ce genre de décisions. Il y a d'autres possibilités. Le député de Skeena (M. Fulton) a parlé de création d'emplois pour se défaire des stériles et mettre les centrales hors service. Il n'est pas nécessaire de mettre les travailleurs à la rue. La Suède a été confrontée à ce problème. Comme le Canada, elle est devenue tributaire de l'électricité d'origine nucléaire. En fait, plus de 40 p. 100 de l'électricité suédoise provient actuellement de l'énergie nucléaire. Au Canada en 1983, elle représentait de 12 à 13 p. 100. La Suède dépend bien davantage de l'énergie nucléaire que le Canada, et tout rejet de l'énergie nucléaire causera dans ce pays une crise économique bien plus grave qu'au Canada.

En prononçant ces paroles, je tiens compte des terribles conséquences que cette décision aura sur certaines régions de notre pays. Je suis parfaitement conscient qu'en 1990, près de 60 p. 100 de l'électricité produite par Hydro-Ontario sera d'origine nucléaire. Cependant, je pense que l'expérience suédoise peut être appliquée directement au Canada, particulièrement à l'Ontario. En Suède, les grandes initiatives en matière d'énergie nucléaire ont été prises entre 1956 et 1970. Puis on s'est posé des questions quant à la sagesse de ce choix. Il s'en est suivi un débat public qui s'est terminé en 1980 par un référendum national par lequel les Suédois se sont prononcés contre l'énergie nucléaire. Voilà, naturellement, pourquoi le gouvernement a peur de tenir une enquête qui aboutira à un débat public, lequel, à son tour, pourra inciter les Canadiens à prendre une décision au sujet de l'énergie nucléaire.

À la suite de ce referendum, le Parlement suédois a établi des lignes directrices sur l'élimination progressive de l'énergie nucléaire. Elles stipulaient qu'on n'ajouterait aucun réacteur nucléaire aux 12 qui existaient déjà ou dont la construction était

déjà avancée à l'époque. Le dernier réacteur sera mis hors service au plus tard en l'an 2010, après une période d'exploitation évaluée à 25 ans. On établit ainsi un délai bien précis. Un office national des combustibles nucléaires usés a également été créé pour superviser la gestion et l'élimination des déchets découlant du programme nucléaire suédois jusqu'à sa disparition. Les Suédois tentent de trouver une solution aux déchets nucléaires. L'une des conséquences importantes de cette décision réside dans le fait qu'en limitant l'ampleur et la durée du programme nucléaire, les Suédois établissent également des limites pour la production de déchets nucléaires.

L'importance de l'expérience suédoise dont on peut s'inspirer pour établir notre politique nucléaire, réside dans les suites technologiques que les Suédois ont données à leur décision afin de faire face aux répercussions de ces changements fondamentaux de politique. Même avant le referendum de 1980, le Parlement suédois avait adopté, en 1977, une loi spéciale en vertu de laquelle pour être autorisé à charger un réacteur nucléaire pour la première fois, le propriétaire devait démontrer que le combustible utilisé pouvait être éliminé sans danger. Après le referendum, en 1981, le Parlement suédois a adopté à l'unanimité une loi concernant le financement des dépenses futures relatives aux déchets nucléaires. Cette loi, dans laquelle on établissait les grands principes appliqués à l'heure actuelle par les Suédois en matière de gestion des déchets, prévoyait la planification et le financement non seulement de la gestion à long terme des déchets, mais également la mise hors service des réacteurs nucléaires existants. C'est ce dont mon collègue de Skeena a parlé.

Quelles sont les leçons que les Canadiens peuvent tirer de l'expérience suédoise? Quel rapport a-t-elle avec la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui? Tout d'abord, nous, du NPD, sommes conscients que des modifications importantes de politique énergétique ne peuvent se produire du jour au lendemain. Cependant, à un moment donné, le premier pas doit être fait si nous voulons arriver en fin de compte au but souhaité. C'est tout ce que nous demandons. Nous réclavons que le gouvernement fasse le premier pas qu'il a promis de faire il y a deux ans et qu'il entend reporter sous le moindre prétexte, si l'on en croit la déclaration d'aujourd'hui de la ministre, et ordonne une enquête sur l'avenir de cette industrie. La ministre a vraiment un culot incroyable. Elle prétend que le gouvernement ne peut donner suite à la promesse qu'il a faite parce qu'on ne connaît pas encore tout d'un événement qui était totalement imprévisible lorsque cet engagement a été pris, le désastre de Tchernobyl. C'est ridicule. À qui la ministre veut-elle faire avaler ce prétexte banal et facile?

Je voudrais terminer en répondant au discours du ministre d'État chargé des Mines. C'est un homme honnête et il a prononcé un discours également honnête. Il a voulu savoir pourquoi nous n'étions pas de notre temps. Or je pense que nous le sommes. Je pense que les grands sujets dont nous débattons dans les années 1990 seront la santé, la paix, l'environnement, les loisirs et la technologie. Qui n'arrive pas à suivre le courant? Je pense que nous le suivons parfaitement bien. Nous traitons aujourd'hui même de ces questions. Nous ne réclavons pas la mise hors service de toutes les centrales. Nous avons proposé la